



Arrêté du 4 février 2019 portant subdélégation de signature du secrétaire général de l'école nationale d'administration pénitentiaire

NOR : JUST1904246A

Le secrétaire général de l'Ecole nationale d'administration pénitentiaire,

- VU le décret n° 2000-1328 du 26 décembre 2000 modifié, relatif à l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire, et notamment son article 11,
- VU le décret n° 2016-547 du 3 mai 2016, modifiant le décret n°2000-1328 du 26 décembre 2000 relatif à l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret en date du 30 janvier 2019, portant nomination du directeur de l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire – Monsieur Christophe MILLESCAMPS,
- VU l'arrêté en date du 27 juillet 2012 nommant Monsieur Jean Noël DECOTTIGNIES secrétaire général de l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire à compter du 17 Septembre 2012,
- VU la délégation de signature du directeur de l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire en date du 4 février 2019 à Monsieur Jean-Noël DECOTTIGNIES, secrétaire général,
- VU l'arrêté de nomination en date du 28 février 2008 de **Monsieur Alain GAINET**, responsable du département technique de l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire à compter du 8 avril 2013,

ARRÊTE :

Article 1

Délégation est donnée à :

Monsieur Alain GAINET, responsable du département technique de l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire.

Pour signer, de façon permanente, l'ensemble des actes et documents suivants liés à l'activité placée sous sa responsabilité :

- L'ensemble des documents relatifs aux réceptions de travaux (procès-verbaux de réception des travaux, décomptes généraux définitifs)

Article 2

Le présent arrêté sera publié au bulletin officiel du ministère de la justice et sur le site internet de l'ENAP.

Article 3

Ce présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 11 février 2016 relatif au même objet.

Fait le 4 février 2019.

Le secrétaire général,



Jean-Noël DECOTTIGNIES